

le monde libertaire

MAASTRICHT ABSTENTION

CE fameux traité, que le gouvernement nous demande d'approuver sans jamais nous avoir associé à son élaboration, est une étape (certe importante) d'un processus porté par la « *social-démocratie-chrétienne* » depuis la fin de la dernière guerre européenne. En effet, Maastricht n'est qu'un élément de plus parmi les nombreux traités, accords, et autres paperasses déjà signés et sur lesquels personne ne nous a jamais demandé notre avis ni avant, ni après ! Référendum ou pas, le projet sociétaire européen du XXI^e siècle se construit.

La meilleure façon de dire NON à Maastricht, c'est de s'abstenir... et d'agir !

Il est basé sur une économie (libérale), une organisation sociale (centraliste), une morale (rétrograde) justifiant les deux autres éléments.

Le capitalisme européen a su très vite s'organiser et s'entendre sur l'essentiel, pour contrôler son marché intérieur et lutter face aux dragons asiatiques et autres concurrents nord-américains. Pour nous, le choix ne se situe pas entre Calvet ou Périgot, mais bien dans la mise en place de pratiques sociales, de revendications à l'échelle européenne, mondiale, débouchant sur une transformation radicale de l'économie par la disparition des disparités économiques et hiérarchiques à l'intérieur des entreprises françaises ou européennes, ou d'ailleurs. **Dans cette perspective, Aucun NON ne pourra être d'une quelconque utilité.**

Les politiciens ont peur du vide, ils n'ont aucune imagination. Pour conserver leur place au soleil, nos décideurs ont rapidement mis en place, parallèlement à l'économie, un appareil étatique de taille Européenne capable de remplacer les Etats existants. Tous les organes de l'Etat ont été soumis à des accords de coopération et autres conventions permettant au pouvoir d'annoncer la « fin des frontières » et, dans le même temps, de renforcer le contrôle social partout en Europe, de



remettre en cause le droit d'asile... Tout comme l'ancien empire soviétique avait ses polices et des forces armées entraînées au maintien de l'« ordre » interne, la CEE (comme l'ont montré les manœuvres Farfadet 92) développe les mêmes concepts « démocratiques ». L'Europe de la police, de la justice, de l'armée existait bien avant Maastricht et ne sera point remise en cause par un NON !

Les Eglises participent à cet édifice, avec la promotion d'une morale entièrement au service des deux premières idées. A l'intérieur, il s'agit de mettre en cause tout ce que la laïcité avait apporté de liberté et d'égalité aux hommes et surtout aux femmes et de remettre au goût du jour les bonnes vieilles recettes, telles que la résignation, la charité et la mauvaise conscience : « Ici, c'est tellement mieux qu'ailleurs, alors arrêtez de vous plaindre et taisez-vous ! » Vers l'extérieur, l'humanitaire et la théorie du moins pire, là aussi chargés de donner mauvaise conscience aux exploités travaillant en Europe, présentés comme des nantis pollueurs face au tiers monde pauvre et pollué. Facile ! Cela permet de mieux couvrir les vrais responsables chez les uns et chez les autres, de justifier les interventions militaires dans les pays du tiers monde qui menacent les intérêts

vitaux du capitalisme (guerre du Golfe).

Pour la Fédération anarchiste Maastricht n'est qu'une péripétie dans un processus qu'un NON franc et massif ne saurait changer ou arrêter. Par ailleurs, le NON ne peut que promouvoir une idéologie réactionnaire et nationaliste de la pire espèce, quelle soit issue de la gauche ou de l'extrême droite.

La meilleure façon d'être pour l'Europe, c'est de s'abstenir... et d'agir !

Il est clair que notre projet sociétaire n'a rien à voir avec celui des bureaucrates européens. L'Europe ? dès le milieu du XIX^e siècle, les anarchistes au sein de l'Association internationale des travailleurs luttèrent pour une société débarrassée de toutes les frontières, des inégalités sociales et organisée grâce au fédéralisme libertaire. Ce combat, les libertaires n'ont cessé de le mener par exemple en organisant les premières brigades internationales pour l'Espagne républicaine, en 1936.

Il est impensable que nous approuvions une entreprise dont l'unique but est de transférer toutes les tares de nos Etats-nations vers un échelon européen que nos « décideurs » économiques ou politiques

contres, les actions européennes pour construire un autre futur à notre planète.

Agir

Quelle peut être la stratégie d'une organisation qui a pour finalité une transformation radicale et sociale de cette société ?

Agir, avancer des revendications en rupture avec cette société à l'échelle européenne, mettre en place des pratiques qui permettent de créer des espaces d'autonomie, de liberté, qui préfigurent l'organisation libertaire et les rapports entre les Hommes.

Ces luttes, ces pratiques existent en France et ailleurs, le plus urgent n'est pas de se polariser sur ce leurre démocratique qu'est ce référendum, mais dès maintenant, de construire d'autres futurs partout où c'est utile, où c'est possible.

Vous pouvez le remarquer, à aucun moment nous proposons d'utiliser les urnes.

Il faut dire que si ce type de référendum pouvait transformer la société, depuis le temps, cela se saurait.

Wally Rosell -
Edward Sarbonni

Communiqué de l'Union régionale parisienne de la Fédération anarchiste

La FA appelle à une abstention active au référendum du 20 septembre 1992...

• Si vous voulez en savoir plus sur l'Europe de Maastricht, écoutez « Libertaire-Infos », de 20 h 30 à 21 h, du 7 au 14 septembre, sur Radio Libertaire-Paris (89.4 FM). A travers quelques thèmes tels que : le travail, la police, la justice, les femmes, l'économie, le fédéralisme... des militants tenteront d'expliquer quelle Europe se met en place.

• Si vous voulez en débattre, nous vous attendons au meeting du mardi 15 septembre, qui se déroulera à partir de 20 h 30, à l'AGECA, 177, rue de Charonne (M° Alexandre-Dumas), 75011 Paris.

De Charles Quint à Jacques Delors... L'Europe de la calotte

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la situation de l'Église catholique était extrêmement délicate. Appui sans faille à Pétain en France, collaboratrice de Franco en Espagne et de Mussolini en Italie, elle avait autorisé Von Papen à apporter les voix du parti catholique *Zentrum* à Hitler. Il lui fallait très vite trouver des solutions pour se refaire une image de marque présentable.

Deux éléments vont contribuer puissamment à la remettre en selle. Tout d'abord la guerre froide, qui débute en réalité dès la chute du Troisième Reich, et qui en fait une alliée objective du camp occidental contre l'expansionnisme stalinien. Ensuite, les peuples européens, au moins ceux de l'Ouest, aspirent sincèrement à un arrêt définitif des boucheries rituelles sur les champs de bataille. C'est ainsi que renaît l'idée des États-Unis d'Europe, largement développée pendant l'intervalle entre les deux guerres mondiales. Le Vatican, pour se dédouaner, va lancer l'idée de la constitution d'une Europe pacifique, dans laquelle tous les hommes seraient frères... en Jésus Christ. La ficelle étant un peu grosse pour opérer en plein jour, la prélature romaine va manipuler un de ses bras séculiers, la démocratie chrétienne.

Trois hommes vont se distinguer dans cette lutte pour l'hégémonie politique de l'Église en Europe : Alcide de Gasperi, démocrate-chrétien italien et inamovible président du Conseil, Konrad Adenauer, son homologue allemand et Robert Schumann, locomotive du MRP français. Pour couronner le tout, l'Église italienne possède un idéologue redoutable, qui va apporter les éléments théoriques nécessaires à la construction de cette Europe très spéciale : il s'agit de Montini, qui va devenir archevêque de Milan et finira ses jours sous le nom de Paul VI. Entre autres, il suscitera la création de nombreuses « Maisons de l'Europe » où l'on convertit des milliers de jeunes aux vertus de l'intégration européenne. Ce discours sera surtout tenu en Italie, en Allemagne, en Belgique, en Hollande. En France, on n'insiste pas sur ce thème pour ne pas brusquer les sentiments laïques et nationalistes.

Pour ce travail de persuasion clandestin, la démocratie chrétienne va recevoir un renfort inattendu : celui de la social-démocratie. En effet, ces deux mouvements politiques ont découvert qu'ils constituaient, dans l'Europe des six, et dans celle des douze, les deux courants dominants. D'où l'idée de construire une Europe social-christiano-démocrate ensemble, chacun espérant retirer les marrons du feu. Un homme symbolise admirablement cette situation : le démocrate-chrétien Jacques Delors, adhérent au PS français, président de la Commission de

Bruxelles. Sur son petit nuage, Paul VI doit s'en taper les cuisses...

Une des grandes astuces des organisations qui pratiquent l'« entrisme », des catholiques aux trotskystes, c'est de rester discret. Dans le cas présent, les calotins ont fait une grosse bourde : celle d'introduire dans le texte du traité de Maastricht une allusion au principe de subsidiarité, qui est une notion uniquement ecclésiale. Il signifie, en gros : laisser la bride sur le cou aux hiérarchies locales, aux féodalités inférieures, tant que cela ne perturbe pas les hiérarchies supérieures. L'aveu a été exposé au public grâce à un article de Pierre Servent, paru dans le très démocrate-chrétien quotidien *le Monde* en date du 30 juin 1992 :

« Depuis le "non" danois, les critiques ont plu sur la Commission de Bruxelles et son président, accusés d'avoir été des croyants mais non des pratiquants de la subsidiarité. Jacques Delors a admis qu'il fallait apporter à l'avenir un soin plus attentif à son application (...). Le paradoxe, dans cette affaire, est que le président de la Commission, a été, très tôt, particulièrement sensible à la pertinence de cette idée inspirée de la doctrine sociale de l'Église (...). M. Delors ne pouvait être que séduit par ce principe — qui n'est pas seulement politique mais qui touche à l'éthique — dont les fondements ont, au XIX^e (Rerum novarum) et au XX^e siècle, reçu un solide renfort de l'Église. L'encyclique *Quadragesimo anno*, parue en 1931, brandissait la subsidiarité pour rappeler la primauté de l'homme face à la montée des totalitarismes ».

Curieuse manière de combattre les totalitarismes en brandissant un principe que personne ne connaît (et ne comprend) et en soutenant une partie de ces totalitarismes (voir le début de l'article).

Le principe de subsidiarité, appliqué au monde syndical, ça donne l'autogestion à la sauce Edmond Maire.

L'Église catholique ne se résigne pas à la baisse de son influence politique. Du traité de Rome à celui de Maastricht, elle avance ses pions, ses arguments, ses structures, pour redevenir la puissance politique européenne numéro un. Ce n'est pas une mascarade, comme l'affirme Arlette Laguillier, qui n'en rate pas une. C'est une politique concertée, obstinée, efficace. C'est un jeu que ne joueront évidemment pas les anarchistes. Nous préférons jouer celui qui a débuté à l'Albert Hall de Londres, un jour de 1864. Celui de l'Association internationale des travailleurs. Sans Dieu et sans Maître.

Yves Peyraut

AGIR EN DEHORS DE MAASTRICHT

Une initiative antimilitariste à l'échelle de l'Europe : L'EUROTOUR 92

La 4^e édition d'Eurotour a emprunté les routes françaises pour se rendre de Bruxelles à Barcelone (certains sont même partis de Prague). Ce tour européen à vélo a été le moyen pour une soixantaine de cyclistes antimilitaristes de faire connaître largement les raisons d'être de l'objection de conscience, du refus de la guerre, du refus de tuer et de servir le militarisme, quel qu'il soit !

La Fédération anarchiste soutient cette initiative dans sa dimension pacifiste, antimilitariste, dans son aspect autogestionnaire et européen.

En effet, les participants venants de divers pays (notamment de l'ancien bloc de l'Est) ont choisi d'agir directement pour poser le problème de la démilitarisation, qu'ils savent, par ailleurs, ingérable par les politiciens et les Etats.

Dans le cadre de sa campagne d'explication sur la construction européenne, la Fédération anarchiste a organisé les étapes de l'Eurotour 92 à Nîmes (le 4 septembre) et à Perpignan (le 8 septembre).

Cela constitue une suite cohérente et concrète à son opposition active aux manœuvres européennes Farfadet 92 qui se sont déroulées cet été en France.

Fédération anarchiste

ECONOMIE

Avec ou sans Maastricht

(...) il est évident que si la plupart des grands patrons, des financiers, des hauts technocrates (et par voie de conséquence la majeure partie de la classe politique) militent ardemment pour Maastricht, c'est qu'ils doivent y trouver un certain intérêt, et même un intérêt certain, qu'ils rêvent d'élargissement du marché, d'accroissement des profits, d'extension des privilèges.

La « construction de l'Europe » n'est en fait qu'une nouvelle étape de concentration du capital industriel et financier à l'échelle mondiale, une concentration qui s'opérera d'une manière ou d'une autre, avec ou sans Maastricht.

Cette tendance ne date pas d'hier, faut-il le rappeler, puisqu'au début de ce siècle, dans certains secteurs, les grands trusts se partageaient déjà les marchés mondiaux (par exemple, les matériels électriques, la fabrication des rails, la marine marchande). Dans les années 20, des cartels internationaux se constituaient, allant du pétrole au cacao, des ampoules électriques au caoutchouc, etc. On notera que si le prolétariat a été incapable de construire son Internationale, les capitalistes, eux, n'ont pas attendu Maastricht pour sauter allègrement par dessus les frontières.

Avec « l'abolition, entre les Etats membres, des obstacles à la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux » (article 3 du traité), dans une « économie de marché ouverte où la concurrence est libre » (article 3A), la concentration du capital ne pourra que s'accroître, puisque cette « libre concurrence », où les plus forts dévoreront les plus faibles — comme l'a bien vu Proudhon — conduit inévitablement au monopole. (L'existence de très nombreuses PMI-PME ne doit pas faire illusion quant à la réalité de la concentration du capital. Il s'agit en effet, dans beaucoup de cas, de sous-traitants totalement dépendants de grandes sociétés.)

La concentration du capital se traduit inéluctablement par des restructurations pour accroître la productivité par des regroupements de fabrications, de nouveaux investissements, c'est-à-dire, au bout du compte, par des suppressions d'emplois, des mutations. C'est, sans doute, l'objectif visé par l'alinéa 1 de l'article 3 qui prévoit « le renforcement de la compétitivité de l'industrie de la Communauté » et par l'article 130 qui proclame la nécessité « d'accélérer l'adaptation de l'industrie aux changements structurels ». (...)

Sébastien Basson

(extrait de « Avec qui voulez-vous voter, Calvet ou Périgot ? », in la Brochure anarchiste n° 5, septembre 1992)

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.

le monde
libertaire

Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) : 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n°(inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Lisez, diffusez...

« Les anarchistes
et la construction
européenne »
La Brochure
anarchiste
n° 5

Prix : 15 F
(port non compris)
(chèque à l'ordre
de Publico)

Librairie
du Monde Libertaire
145, rue Amelot
(M° Oberkampf)
75011 Paris

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145 /
1^{er} trimestre 1977